



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 8 décembre 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2020 - 219 DEROGATION AU REPOS DOMINICAL
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 1 décembre 2020, s'est réuni le mardi 8 décembre 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD (prend part aux délibérations N°194 à N°226)

Monsieur Jean-Paul CAMERANO (prend part aux délibérations N°194 à N°226)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 10 novembre 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N°2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

DU 08 DECEMBRE 2020

**DEROGATION AU REPOS DOMINICAL
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Depuis 2016, dans le cadre de la loi Macron, le Maire est autorisé à supprimer le repos dominical jusqu'à 12 dimanches par an, le Conseil municipal doit donner son avis. Pour l'année 2021, la présente délibération propose 12 dimanches dérogatoires et sollicite l'avis du Conseil municipal.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
COMMERCE		

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu notamment les articles L 3132-26 et R 3132-21 du code du travail,

Considérant que l'article L.3132-26 du Code du travail, tel que modifié par la loi « Macron », confère au maire le pouvoir de supprimer le repos dominical des salariés dans la limite maximale de douze dimanches et ce, au bénéfice de chaque catégorie de commerce de détail.

Considérant qu'il s'agit pour le maire d'autoriser l'emploi de salariés pendant un à douze dimanches déterminés et non pas d'autoriser l'ouverture proprement dite d'établissements commerciaux le dimanche.

Considérant que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dite loi « Macron » a introduit l'obligation pour le maire d'arrêter la liste des dimanches avant le 31 décembre pour l'année suivante. La désignation des dimanches de l'année 2021 sur lesquels portera la dérogation municipale doit intervenir avant le 31 décembre 2020, après consultation du Conseil municipal, après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soit la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et doit avoir procédé au recueil de l'avis des organisations professionnelles et des organisations syndicales concernées.

Considérant que la dérogation municipale ne peut être accordée qu'à des établissements commerciaux où des marchandises sont vendues au détail au public. Sont donc exclus tous les établissements qui n'exercent pas à titre principal un commerce de détail.

Considérant par ailleurs que la loi « Macron » dispose que seuls les salariés volontaires, ayant donné leur accord par écrit à leur employeur, peuvent travailler le dimanche sur autorisation du maire (articles [L.3132-27-1](#) et [L.3132-25-4](#)) ; que par ailleurs, depuis le 8 août 2015, le salarié peut refuser de travailler le dimanche et, dans ce cas, ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. De même, le refus de travailler le dimanche pour un salarié ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement. Une entreprise

ne peut davantage prendre en considération le refus d'une personne de travailler le dimanche pour refuser de l'embaucher.

Considérant que depuis l'intervention de la loi n°2009-974 du 10 août 2009, le salarié employé le dimanche sur autorisation du maire, doit bénéficier d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement prévue pour une durée du travail équivalente. L'arrêté municipal mentionnera en principe cette contrepartie financière obligatoire au travail dominical, étant entendu qu'une majoration de salaire ou une gratification plus avantageuse pour le salarié peut être prévue par une convention ou accord collectif, par un usage ou encore par une décision unilatérale de l'employeur, voire même par le contrat de travail.

Considérant que le salarié dont le repos dominical a été supprimé dans le cadre d'une dérogation municipale a droit à un repos compensateur équivalent en temps. L'arrêté, s'il accorde l'autorisation demandée, doit nécessairement préciser les modalités d'octroi dudit repos compensateur. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant un jour férié légal (la veille), le repos compensateur sera obligatoirement donné ce jour de fête.

Considérant que l'autorité municipale doit, en effet, obligatoirement choisir une de ces modalités et l'imposer aux employeurs bénéficiaires de la dérogation. Le maire est donc tenu de fixer les conditions dans lesquelles le repos compensateur est accordé : soit collectivement, soit par roulement, de façon anticipée ou non, et ce, dans la quinzaine qui précède ou, selon le cas, qui suit le dimanche travaillé. Dans le souci d'assurer l'égalité des conditions entre établissements concurrents, il ne peut laisser à chacun le choix entre les différentes modalités offertes.

Considérant qu'il est rappelé ici que le repos compensateur constitue un repos supplémentaire venant, par conséquent, s'ajouter au jour de repos hebdomadaire légalement dû ; Que dès lors, si le dimanche travaillé est bien évidemment rémunéré et donne lieu, qui plus est, à une majoration de salaire au moins égale à la valeur de la rémunération normalement prévue pour une durée du travail équivalente (*c'est-à-dire une majoration de 100 % au minimum*), le repos compensateur, qui résulte de la suppression du repos dominical, est lui aussi payé.

Considérant que par l'effet de la mensualisation du salaire, le salarié recevra pour le mois où un dimanche est travaillé sur dérogation du maire, son salaire mensuel habituel - qui inclut le paiement du repos compensateur - auquel s'ajoutent la majoration obligatoire pour le travail dominical (*qui, au moins, double le salaire dû pour la journée du dimanche*) et, le cas échéant, la majoration des heures supplémentaires éventuellement accomplies en raison du travail du dimanche.

Considérant que les 12 dimanches proposés pour l'année 2021 sont les suivants :

EQUIPEMENT DE LA PERSONNE : les 10 et 17 janvier 2021 ; les 04, 11, 18 et 25 juillet 2021 ; 29 août 2021 ; 05 septembre 2021 ; le 28 novembre 2021 ; les 05, 12, et 19 décembre 2021.

EQUIPEMENT DE LA MAISON : les 10 et 17 janvier 2021 ; le 27 juin 2021 ; le 04 juillet 2021 ; les 07, 14, 21 et 28 novembre 2021 ; et les 05, 12, 19 et 26 décembre 2021

JOUETS ET ENFANTS : le 10 janvier 2021 ; le 11 juillet 2021 ; les 24 et 31 octobre 2021 ; les 7, 14, 21 et 28 novembre 2021 et les 05, 12, 19 et 26 décembre 2021

ANIMALERIE JARDINERIE : les 10 et 17 janvier 2021 ; le 27 juin 2021 ; les 04 et 11 juillet 2021 ; le 29 août 2021 ; le 05 septembre 2021 ; le 28 novembre 2021 et les 05, 12, 19 et 26 décembre 2021

MAGASINS POPULAIRES : les 10 et 17 janvier 2021 ; le 16 mai 2021 ; le 27 juin 2021 ; les 04 et 11 juillet 2021 ; le 01 août 2021 ; le 05 septembre 2021 ; et les 05, 12, 19 et 26 décembre 2021

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 26 novembre 2020,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DONNER UN AVIS FAVORABLE** à la suppression du repos dominical pour les 12 dimanches 2021 suivants :

EQUIPEMENT DE LA PERSONNE : les 10 et 17 janvier 2021 ; les 04, 11, 18 et 25 juillet 2021 ; 29 août 2021 ; 05 septembre 2021 ; le 28 novembre 2021 ; les 05, 12, et 19 décembre 2021.

EQUIPEMENT DE LA MAISON : les 10 et 17 janvier 2021 ; le 27 juin 2021 ; le 04 juillet 2021 ; les 07, 14, 21 et 28 novembre 2021 ; et les 05, 12, 19 et 26 décembre 2021

JOUETS ET ENFANTS : le 10 janvier 2021 ; le 11 juillet 2021 ; les 24 et 31 octobre 2021 ; les 7, 14, 21 et 28 novembre 2021 et les 05, 12, 19 et 26 décembre 2021

ANIMALERIE JARDINERIE : les 10 et 17 janvier 2021 ; le 27 juin 2021 ; les 04 et 11 juillet 2021 ; le 29 août 2021 ; le 05 septembre 2021 ; le 28 novembre 2021 et les 05, 12, 19 et 26 décembre 2021

MAGASINS POPULAIRES : les 10 et 17 janvier 2021 ; le 16 mai 2021 ; le 27 juin 2021 ; les 04 et 11 juillet 2021 ; le 01 août 2021 ; le 05 septembre 2021 ; et les 05, 12, 19 et 26 décembre 2021

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.



Delibération affichée le 9 DEC. 2020
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

[Signature]